

**La grenouille et le scorpion**  
**Alliances et oppositions entre savoir scientifique et pouvoir politique**  
**à la lumière de la rénovation de l'école primaire genevoise**

Olivier Maulini  
Université de Genève  
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation  
Laboratoire Innovation Formation Education (LIFE)

Intervention dans le cours « Analyse et intervention dans les systèmes éducatifs »  
(Kristine Balslev & Joaquim Dolz, Université de Genève, 27 septembre 2018)

La science et la politique font-elles bon ménage ? Les chercheurs peuvent-ils, et à quelles conditions, intervenir utilement dans le champ de l'action ? Comment éviteront-ils les deux risques symétriques de l'instrumentation (une recherche « à la botte » du pouvoir) et de la technocratie (le gouvernement des experts) ? Le laboratoire LIFE (Innovation Formation Education) prétend éclairer et soutenir les processus de changement, y compris en s'impliquant dans des réformes, au côté d'acteurs en quête d'un « ami critique », ni surplombant, ni complaisant. Il estime que le progrès démocratique appelle à la fois un plus large accès aux savoirs et la participation des acteurs à l'évolution des institutions. Mais ce qui se dit aisément peut se pratiquer plus difficilement. Dans le monde réel, des alliances peuvent tourner en oppositions, des oppositions en alliances, au gré des succès ou des revers rencontrés. L'exemple de la rénovation de l'école primaire genevoise (1994-2006) permettra de montrer et de discuter la manière dont l'aiguillon de la recherche et la sphère des pratiques peuvent ou non cheminer ensemble, mais aussi que les deux mondes sont eux-mêmes fragmentés, et qu'il est sociologiquement improbable que les intérêts des parties restent durablement de coopérer...

---

**Le scorpion et la grenouille (sagesse africaine)**

Un scorpion qui avait besoin de traverser une rivière, demanda à une grenouille de le mener jusqu'à l'autre rive, sur son dos. « Il n'en est pas question, répondit la grenouille. Je te connais et je sais que si je te laisse monter sur mon dos, tu me piqueras pour me tuer. » « Mais alors, je mourrai noyé », répondit le scorpion. La grenouille finit par accepter, mais alors qu'ils étaient à la moitié du parcours, le scorpion la piqua, lui injectant son venin mortel. « Mais qu'est-ce que tu as fait, malheureux, s'écria la grenouille. Maintenant, tu vas mourir, toi aussi ! » « Je n'y peux rien, dit le scorpion. C'est ma nature. »



## Chronologie des principaux faits (1993-2006 et années suivantes)

<p>1993 « Rapport Hutmacher »</p>	<p>« La réalité résiste à la lutte contre l'échec scolaire. ». Malgré une politique de diminution des effectifs et de généralisation du soutien aux élèves en difficulté, l'étude menée par le directeur du Service de la recherche sociologique (SRS) constate une augmentation des redoublements, des inégalités devant le redoublement, des différences entre élèves « cédés » ou « suivis » par leur enseignant. L'analyse du paradoxe met en cause la conception, la division et de l'organisation du travail scolaire, régulée par le rituel du redoublement plutôt que par la prise en charge intensive, ciblée et donc flexible des difficultés. Un forum sur l'enseignement primaire est organisé, qui formule des propositions d'action. <i>La recherche (officielle) provoque le débat et la remise en question.</i></p>
<p>1994 « Petit Bleu »</p>	<p>« Trois axes de rénovation de l'école primaire genevoise : individualiser les parcours de formation, apprendre à mieux travailler ensemble, placer les enfants au cœur de l'action pédagogique ». La ministre en charge du Département de l'instruction publique (DIP), Martine Brunschwig Graf (parti libéral), engage une réforme en réponse aux conclusions du rapport. Le texte de cadrage est rédigé par la Direction de l'enseignement primaire (DEP), assistée des sociologues Walo Hutmacher (directeur du Service de la recherche sociologique) et Philippe Perrenoud (professeur à l'Université de Genève et co-coordonateur du Groupe-projet DIP-UNIGE pour l'universitarisation de la formation des enseignants primaires à venir en 1996). Le dispositif prévoit : 1. Une phase d'exploration de quatre ans, à laquelle participeront 15 puis 17 écoles volontaires, coordonnées par un enseignant déchargé et accompagnées par un Groupe de recherche et d'innovation (GRI, lui-même dirigé par Monica Gather Thurler, PhD en éducation). 2. Une phase de généralisation à l'ensemble des établissements, de quatre ans également. 3. La constitution d'un Groupe d'experts externes destiné à évaluer le processus (GEER, coordonné par Linda Allal, professeure à l'Université de Genève). La publication du texte de cadrage est suivie d'un second forum sur l'enseignement primaire (beaucoup plus fréquenté), de débats à l'intérieur de la profession et d'assemblées de la Société pédagogique genevoise (SPG, syndicat des enseignants primaires). Les enseignants se divisent mais leur association représentative finit par accepter de siéger dans le Groupe de pilotage de la rénovation (GPR, aux côtés de l'employeur, des chercheurs, des formateurs, des parents). <i>La recherche s'engage (en partie) aux côtés (de la partie) des acteurs en quête de solutions.</i></p>
<p>1999 « Rapport du Groupe de pilotage »</p>	<p>« Vers une réforme de l'enseignement primaire genevois. » Le Groupe de pilotage de la rénovation (désormais présidé par un seul directeur de l'enseignement primaire) tire le bilan des quatre années exploratoires et propose une réforme qu'il qualifie d'« ambitieuse » : 1. Instauration de deux cycles de quatre ans (élémentaire et moyen). 2. Reformulation du curriculum autour d'objectifs-noyaux officiels. 3. Développement accru de planifications flexibles et modulaires du travail. 4. Evaluation formative, sans note, avec bilan certificatif de fin de cycle. 5. Possibilité de terminer la</p>

	<p>scolarité primaire en 8, 9 ou éventuellement 7 ans. 6. Soutien de l'extension par la création de 71 postes d'enseignants. 7. Calendrier révisé : une année de transition, puis cinq années de mise en œuvre (jusqu'à l'été 2005). Ces propositions sont formulées dans un contexte où d'autres acteurs prennent la parole. Le GEER propose plutôt des cycles de deux ans. La SPG est toujours divisée mais soutient le principe de l'extension. La DEP, qui s'est détachée du pilotage, propose un passage rapide à des cycles de deux ans. Le Service de la recherche en éducation (SRED, ex SRS, dont Walo Hutmacher a quitté la direction un an plus tôt) publie un rapport d'évaluation constatant que les résultats des écoles en rénovation aux épreuves cantonales (français et mathématiques) sont légèrement moins bons que la moyenne cantonale, et que les notes établies par les enseignants sont légèrement meilleures qu'ailleurs. <i>La recherche (officielle) provoque à nouveau le débat, mais en mettant cette fois l'innovation en question.</i></p>
<p>2003</p> <p>« IN 121 Pour le maintien des notes à l'école primaire »</p>	<p>Une association « Refaire l'école » (ARLE) s'est créée en 2001 pour fédérer les milieux opposés à la réforme (en 2005 naîtra son vis-à-vis « Former sans exclure »). La même année sont parus les résultats cantonaux de la première édition des épreuves comparatives PISA, où Genève et Vaud (les cantons réformateurs) figurent en queue de classement. Le débat sur l'école a tendance à se durcir et à se cliver politiquement. Tout cela facilite le lancement et l'aboutissement rapide d'une initiative populaire demandant le maintien de l'évaluation chiffrée et des degrés annuels à l'école primaire. Les initiants vont aussi prendre appui sur le rapport du SRED et sur le travail de chercheurs québécois contestant, dans leur région, un projet de réforme portant lui aussi sur l'école primaire. Clermont Gauthier sera invité à donner des conférences sur « l'enseignement efficace » en Suisse romande, principalement pour démontrer la supériorité d'un « enseignement direct » (ou « explicite ») sur des « pédagogies constructivistes » dont l'« instructionnisme » prôné par le chercheur serait l'opposé. Un débat « pour ou contre le guidage » se mêle ainsi au débat « pour ou contre le redoublement » ou « pour ou contre l'évaluation chiffrée ». Le quotidien <i>le Courrier</i> du 11.09.2006 résume ainsi le paradoxe d'un débat où la science peut servir opportunément des causes antagoniques : « Les pédagogies constructivistes écotent d'un 0 pointé aux USA. L'Association Refaire l'école et la droite tirent à boulets rouges sur certaines pédagogies renforcées par la rénovation. Leur référence ? Clermont Gauthier, un chercheur québécois, qui se prononce pourtant contre le redoublement. » <i>La recherche peut servir toutes les causes, en fonction des opportunités et des intérêts stratégiques des acteurs impliqués.</i></p>
<p>2005</p> <p>« Treize priorités de Charles Beer »</p>	<p>Fin 2002, Mme Micheline Calmy-Rey, Conseillère d'État genevoise (socialiste) en charge des finances est élue au Conseil fédéral. En février 2003, Charles Beer (socialiste aussi) est élu pour la remplacer au gouvernement cantonal. Martine Brunschwig Graf passe du Département des finances et le nouvel élu hérite du DIP, donc du projet de réforme de l'école primaire, de l'initiative qui le conteste et des divisions internes à son département quant à la stratégie d'extension. Il s'efforce d'établir, avec les enseignants et les parents, un contreprojet à l'initiative 121, mais il est mis en minorité au parlement. La droite de l'hémicycle fait par contre adopter un texte explicitant dans le détail sa vision de l'école : 1. Instauration de cycles</p>

de deux ans. 2. Avec une évaluation chiffrée et le maintien du redoublement. 3. Auxquels s'ajoute un dispositif d'évaluation externe des innovations et des performances des établissements. Le contreprojet établit ainsi que « toute expérience ou innovation pédagogique fait l'objet d'une évaluation à l'intention du Conseil d'Etat, laquelle vérifie, notamment son caractère efficace, adéquat et reconnu dans le domaine des sciences de l'éducation ; le rapport d'évaluation est soumis au Grand Conseil sous la forme d'un rapport divers » et que « en due considération des objectifs de l'école publique, le département procède à une évaluation régulière des établissements ; les résultats par établissement, fondés notamment sur les résultats obtenus aux épreuves communes cantonales, sont portés à la connaissance du Grand Conseil sous forme d'un rapport divers ». Pour faire face à cette pression, le ministre publie treize priorités d'action, dont la première est de « renforcer la cohérence et la qualité du système scolaire » et la dernière d'engager « une politique fondée sur l'évaluation et la participation », dans laquelle « les décisions politiques feront l'objet d'évaluations régulières en matière d'efficacité, de résultats et de coûts du système, évaluations [qui] donneront ensuite lieu systématiquement à des concertations avec l'ensemble des milieux intéressés, tout particulièrement les collaborateurs du DIP, les associations professionnelles et syndicales ; celles de parents, d'élèves ou d'étudiants ». Un équilibre est recherché entre les préoccupations politiques de la droite (résultats et coûts) et celles de la gauche (concertation et participation). Les chercheurs ne sont plus inclus dans le débat, ils en sortent et ils changent de rôle, voire de statut et de spécialité. *La recherche est à la fois désavouée (lorsqu'elle déconcerte les praticiens... ?) et valorisée (pour les contrôler... ?).*

2006  
« Votation  
du 24  
septembre »

Le résultat de la consultation est très net : l'initiative et le contreprojet sont acceptés, et la question subsidiaire tranche pour l'initiative (76% d'approbation). Dès le soir du vote, les initiants et leurs soutiens mettent en cause les chercheurs qui ont soutenu voire participé à la réforme, et au-delà d'eux l'Université de Genève, la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation et la formation des enseignants primaires dont elle la responsabilité depuis dix ans. Le ministre va réagir en prenant plusieurs initiatives destinées à pacifier le débat sur l'école publique : 1. Il propose la création d'un Institut universitaire interfacultaire pour la formation des enseignants primaires, secondaires et spécialisés (en s'appuyant sur les exigences intercantionales auxquelles les deux derniers ordres doivent encore se conformer). 2. Il fait entrer Genève dans le consortium pour la création d'un Plan d'études romand (PER, basé sur le projet précédent PECARO). 3. Il réunit les partis de gouvernement autour d'un contreprojet aux deux initiatives concurrentes portant sur la sélection au cycle d'orientation (déposées juste avant et juste après le vote sur l'enseignement primaire). 4. Au premier degré, il engage des réformes sectorielles susceptibles de rassembler une majorité politique, quitte à déplaire aux enseignants (augmentation de l'horaire hebdomadaire, instauration de directions d'établissement, création d'un observatoire de l'enseignement primaire, qualification d'enseignants chargés du soutien pédagogique, etc.). Lorsqu'il a besoin d'une caution scientifique, il s'adresse à des institutions variées, en Suisse et à l'étranger, parmi lesquelles figurent ponctuellement l'Université

de Genève et la FPSE. La recherche intervient dans un cadre officiellement établi, qui la sollicite d'abord – comme le définit la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) – pour « le conseil et l'aide à la décision politique ».

Depuis 2006

2007, mise en œuvre du nouveau règlement de l'enseignement primaire faisant suite à la votation.

2007, adoption du concordat HarmoS faisant suite à la votation fédérale en faveur d'une harmonisation de la scolarité dans les cantons suisses (mai 2006, 86% de oui). Principaux domaines concernés : âge d'entrée à l'école et durée de la scolarité obligatoire, durée et objectifs des degrés scolaires, enseignement des langues, standards pour l'évaluation et le pilotage du système scolaire.

2009, votation sur le cycle d'orientation (IN134 et IN138) ; adoption d'un nouveau modèle à trois sections hiérarchisées au lieu des deux qui subsistaient.

2010, inauguration de l'IUFE.

2011, adoption de la loi sur l'enseignement obligatoire par le peuple vaudois ; passage de trois à deux filières hiérarchisées.

2011-2013, mise en œuvre progressive du PER.

2013, élection d'Anne Émery-Torracinta (socialiste), qui succède à Charles Beer à la tête du DIP ; formulation d'un projet d'école inclusive.

2014, motion parlementaire 2194 demandant le passage de quatre à trois ans de formation pour les enseignants primaires.

2016, projet de loi 11926 demandant le passage de quatre à trois ans de formation pour les enseignants primaires.

2018, vote du Grand Conseil sur le projet de loi 11926 (?)



## Références dans l'ordre chronologique

Grisés : les textes politiques suisses et romands.

Encadrés : les textes politiques genevois.

Weber, M. (1919/2002). *Le Savant et le Politique*. Paris : 10/18.

Hutmacher, W. (1993). *Quand la réalité résiste à la lutte contre l'échec scolaire. Analyse du redoublement dans l'enseignement primaire genevois* (Cahier N° 36). Genève : Service de la recherche sociologique.

DEP-Direction de l'enseignement primaire (1994, août). *Individualiser les parcours de formation, apprendre à mieux travailler ensemble, placer les enfants au coeur de l'action pédagogique. Trois axes de rénovation de l'école primaire genevoise. Texte d'orientation* (préface de Mme Martine Brunshawig Graf, Présidente du Département de l'instruction publique). Genève : Département de l'instruction publique. URL : [https://www.unige.ch/fapse/life/files/1814/5408/6921/dep-1994-trois\\_axes\\_de\\_renovation.pdf](https://www.unige.ch/fapse/life/files/1814/5408/6921/dep-1994-trois_axes_de_renovation.pdf)

Brunshawig Graf, M. (1997). Switzerland : In a changing World, Schools, too, are gradually changing. *Prospects*, XXVII(4), 542-548. URL: <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/BF02736597.pdf>

GPR-Groupe de pilotage de la rénovation (1999, mars). *Vers une réforme de l'enseignement primaire genevois*. Genève : Département de l'instruction publique.

Wandfluh, F. & Perrenoud, Ph. (1999). Travailler en modules à l'école primaire : essais et premier bilan. *Éducateur*, 6, 28-35.

Favre, B., Nidegger, C., Osiek, F. & Saada, E. H. (1999). *Le changement: un long fleuve tranquille ? Dossier établi à la fin de la phase d'exploration (1994-1998) de la rénovation de l'enseignement primaire*. Genève : Service de la recherche en éducation. URL : <https://www.ge.ch/recherche-education/doc/publications/docsred/1999/changement.pdf>

DEP-Direction de l'enseignement primaire (2000). *Les objectifs d'apprentissage de l'école primaire genevoise*. Genève : Département de l'instruction publique.

Nidegger, Ch. (Ed.) (2001). *Compétences des jeunes romands. Résultats de l'enquête PISA 2000 auprès des élèves de 9<sup>e</sup> année*. Neuchâtel : IRDP.

Perrenoud, Ph. (2002). *Les cycles d'apprentissage. Une autre organisation du travail pour combattre l'échec scolaire*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

CIIP-Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (2003, septembre). PECARO : un plan cadre romand. *Bulletin de la CIIP*, 13. URL : <http://www.ciip.ch/FileDownload/Get/43>

GC-Grand Conseil de la République et Canton de Genève (2004, janvier). *Rapport de la Commission de l'enseignement et de l'éducation chargée d'étudier l'initiative populaire 121 « Pour le maintien des notes à l'école primaire »*. Genève : Grand Conseil. URL : <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/IN00121C.pdf>

Beer, Ch. (2005, janvier). *Treize priorités pour l'école genevoise*. Genève : Département de l'instruction publique. URL : <http://www.ecolelaïque-religions.org/wp-content/uploads/2010/05/13priorites.pdf>

Bissonnette, S., Richard, M. & Gauthier, C. (2005). *Echec scolaire et réforme éducative. Quand les solutions proposées deviennent la source du problème*. Québec : Presses de l'Université Laval.

EG-Etat de Genève (2006, septembre). *Votation du 24 septembre 2006 sur l'enseignement primaire (IN121)*. Genève : Département des institutions. URL : <https://www.ge.ch/votations/20060924/doc/brochure-cantonale.pdf> | Résultats : <http://www2.ge.ch/votations/20060924/cant.asp>

GC-Grand Conseil de la République et Canton de Genève (2007, mai). *Rapport de la Commission de l'enseignement et de l'éducation chargée d'étudier l'initiative populaire 134 « Pour un cycle qui oriente »*. Genève : Grand Conseil. URL : <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/IN00134C.pdf>

GC-Grand Conseil de la République et Canton de Genève (2007, mai). *Rapport de la Commission de l'enseignement et de l'éducation chargée d'étudier l'initiative populaire 138 « S'organiser contre l'échec scolaire et garantir une formation pour tous les jeunes »*. Genève : Grand Conseil. URL : <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/IN00138C.pdf>

CDIP-Conférence des directeurs de l'instruction publique (2007, juin). *Concordat HarmoS. Accord intercantonal du 14 juin 2007 sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire*. Bern : CDIP. URL : <http://www.edk.ch/dyn/11737.php>

Gather Thurler, M. & Maulini, O. (Ed.) (2007). *L'organisation du travail scolaire. Enjeu caché des réformes ?* Québec : Presses de l'Université du Québec.

Maulini, O. (2008). *Nouvelles compétences, anciennes méthodes ? Mouvements et contre-mouvements dans l'école et la formation des enseignants : le cas de Genève et de la Suisse*. Université de Genève, Faculté de

psychologie et des sciences de l'éducation. URL : <http://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/maulini/publ-0808.pdf>

Maulini, O. (2008). *Organiser le travail scolaire autrement : nécessité et complexité de l'innovation*. Communication à la Conférence européenne pour la recherche en éducation (ECER, Goeteborg, septembre 2008). Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. URL : <http://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/maulini/publ-0807-fr.pdf>

Forster, S. (2008). *L'école et ses réformes*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.

EG-Etat de Genève (2009, mai). *Votation du 17 mai 2009 sur le cycle d'orientation (IN134 et IN138)*. Genève : Département des institutions. URL : <https://www.ge.ch/votations/20090517/doc/brochure-cantonale.pdf> | Résultats : <https://www.ge.ch/votations/20090517/>

Maulini, O. (2009). Das öffentliche Bildungswesen und seine Legitimation : zwischen instrumenteller Vernunft und symbolischer Botschaft (L'école publique et sa légitimation : entre raison instrumentale et messages symboliques). *Journal für Schulentwicklung*, 2, 33-43.

Progin, L. & De Rham, C. (2009). *Coopérer pour rendre possible une autre organisation du travail scolaire* (Cahiers de la Section des sciences de l'éducation, N°124). Université de Genève.

OFEP-Observatoire du fonctionnement de l'enseignement primaire(2010, juin). *Rapport de synthèse 2009-2010*. Genève : Département de l'instruction publique. URL : [https://www.ge.ch/primaire/doc/observatoire/2009-2010/rapport\\_annuel\\_2009-2010\\_observatoire.pdf](https://www.ge.ch/primaire/doc/observatoire/2009-2010/rapport_annuel_2009-2010_observatoire.pdf)

CIIP-Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (2010ss). *Plan d'études romand (PER)*. Neuchâtel : CIIP. URL : <http://www.plandetudes.ch/web/guest/per>

DFJ-Département de la formation et de la jeunesse (2011, septembre). *Votation cantonale du 4 septembre 2011 sur l'initiative populaire et le contre-projet du Grand Conseil « Ecole 2010 : sauver l'école » et nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire (LEO)*. Lausanne : Etat de Vaud. URL : [https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/themes/etat\\_droit/votations\\_elections/fichiers\\_pdf/VD110904\\_brochure.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/etat_droit/votations_elections/fichiers_pdf/VD110904_brochure.pdf)

Wandfluh, F. & Maulini, O. (2011). Lutte contre l'échec et nouvelles formes de travail scolaire : le cas d'un établissement de la banlieue genevoise. In O. Maulini (Ed.) *Les formes de travail scolaire : entre conflits de méthodes et développement des pratiques. Recherches en éducation*, 10. URL : [http://www.unige.ch/fapse/life/archives/livres/alpha/M/Maulini\\_2011\\_A.htm](http://www.unige.ch/fapse/life/archives/livres/alpha/M/Maulini_2011_A.htm)

Gather Thurler, M. & Maulini, O. (2012). The Difficulties of Building a New Paradigm of Working Organization in Schools. *Problems of Education in the 21st Century*, 48(3), 34-44.

Perrenoud, Ph. (2012). *L'organisation du travail, clé de toute pédagogie différenciée*. Paris : ESF.

Maulini, O. & Progin, L. (Ed.) (2016). *Des établissements scolaires autonomes ? Entre inventivité des acteurs et éclatement du système*. Paris : ESF.

Revaz, S. (2016). *Les enquêtes PISA dans les systèmes scolaires valaisan et genevois. Accueil, impact et conséquences*. (Cahier de la Section des sciences de l'éducation N°138). Université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation

Autres textes genevois : <https://www.unige.ch/fapse/life/recherche/chantiers-de-linnovation/>

